

NOVEMBRE 2021

RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – KEMBE

PROJET RELSUDE



ACTED

CONCERN
worldwide



COOPDI
COOPERAZIONE
INTERNAZIONALE



OXFAM



IMPACT
AGORA



FRANCE 2030
UNLIMITED



BÊKOU
Fonds fiduciaire de l'UE pour la République centrafricaine

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis International a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et de la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine.

La localité de Kembe a connu une crise particulièrement lourde. Au départ, la relation entre la Séléka et la population locale était relativement bonne. Néanmoins, des tensions ont surgi en force, en particulier parmi les communautés chrétiennes dû aux discriminations qu'elles subissaient. Ainsi, un groupe d'Anti-Balaka s'est formé et s'est installé dans la localité au début de 2016. Des affrontements entre ces derniers et l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC), successeur de la Séléka, ont eu lieu jusqu'à l'année passée et étaient marqués par des enlèvements, mariages forcés, violences basées sur le genre (VBG) dont les auteurs sont principalement, mais pas uniquement, rapportés d'être les membres du groupe d'autodéfense, parmi d'autres atrocités.

Actuellement, les autorités de l'Etat sont partiellement de retour. La sous-préfète et le maire gèrent la vie publique, soutenus par les chefs de groupe et de quartier. Cependant, l'UPC maintient le contrôle de la gestion de la sécurité. Ainsi, la population est poussée à se fier, pour leur sécurité, à un des acteurs qui sont selon eux responsables de l'insécurité. En effet, la plupart des répondants affirme un soutien de leur communauté pour l'un des groupes armés. Les forces armées centrafricaines (FACA), leurs alliés et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) n'avaient pas d'influence considérable sur la situation lors des consultations.

Depuis fin 2020, il y a un accord entre les groupes armés. Mais les communautés redoutent une reprise des hostilités tant qu'ils ne sont pas désarmés et les raisons pour les rejoindre – selon eux, en particulier la pauvreté et le manque d'opportunités – ne sont pas atténuées. Cependant, les répondants affirment croire en les revendications de représentation qui motivent le groupe armé en place.

La plus grande priorité pour les différentes communautés est de vivre en paix et la stabilité. Actuellement, il y a une libre circulation relative au centre de Kembe, mais qui ne s'étend pas sur tous les axes et dans toute la périphérie. Et les services publics, tels que l'éducation, l'accès à l'eau potable et les services de santé, sont en mauvais état. En particulier, le besoin de prise en charge des victimes des conflits et des atrocités susmentionnées est omniprésent dans les préoccupations des habitants.

Bien qu'une rupture totale entre les communautés chrétiennes et musulmanes a pu être évitée, grâce aux actions de la société civile et la sous-préfète, les effets des affrontements, des événements pendant la crise et des discours de division sont palpables. Il existe des échanges commerciaux, mais les relations entre les communautés sont tendues. Une amélioration se note depuis la fin des hostilités fin 2020 mais un climat de méfiance persiste et un besoin de réconciliation se fait sentir.

Le conflit a eu des effets importants sur l'activité économique. Jusqu'aujourd'hui, l'entrave à la libre circulation, les taxes imposées aux barrages routiers et l'extorsion s'ajoutent aux routes dégradées pour empêcher un relèvement effectif de l'économie locale. La production est à bas et le commerce avec d'autres localités est freiné. Cependant, depuis l'apaisement il y a bientôt un an, les échanges intercommunautaires ont légèrement repris.

Lors des affrontements et au regard de l'absence de l'état, la société civile s'est concertée pour retrouver la cohabitation pacifique et la cohésion sociale dans la localité. Notamment, le comité des acteurs de paix, précédé par le comité des sages, le comité sous-préfectoral de la jeunesse, la plateforme religieuse et l'organisation des femmes centrafricaines ont joué un rôle de premier plan.

Les femmes de Kembe jouent un rôle important dans l'apaisement et la gestion des conflits dans la localité à travers ces organisations. Cependant, elles ont aussi été particulièrement victimes des atrocités susmentionnées, ayant subi les enlèvements, les mariages forcés, les VBG et, dans certains cas, étant forcées d'assister à ou même participer aux meurtres des membres de leurs familles.

La population de Kembe a souffert d'une crise dure, parsemée par des atrocités et qui a déclenché une période de déclin des relations intercommunautaires ainsi que des difficultés pour subvenir aux besoins primaires. Par conséquent, la paix et la stabilité est leur première priorité. Et les habitants consultés ont des idées concrètes qui peuvent la faciliter :

- Rétablir la **cohésion sociale** et approfondir les relations intercommunautaires en organisant des dialogues inclusifs, formant les habitants et en soutenant les OSC locales.
- Faciliter le **relèvement économique** en misant sur :
 - Des **formations professionnelles** pour accroître les compétences ;
 - La **création d'emploi** pour que la société offre des opportunités aux habitants, en particulier les jeunes ;
 - Le **renforcement des activités économiques existantes** à travers des soutiens financiers et techniques.
- Rétablir la **libre circulation** dans son entièreté dans toute la région à travers :
 - La restauration de l'**autorité de l'Etat**, notamment les forces de l'ordre ;
 - Le **désarmement des groupes armés** et la réinsertion de leurs combattants dans la société ;
 - Le réaménagement de l'**infrastructure** routière.
- Améliorer les **services publics**, notamment l'éducation, l'accès à l'eau potable et les services de santé – et prendre en charge les **victimes des conflits** telles que les personnes traumatisées, les orphelins et les enfants soldats.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif.....	1
Abbréviations.....	5
Introduction.....	6
Analyse de conflit pour Oxfam & RELSUDE.....	6
Méthodologie.....	6
Kembe.....	7
Situation politique, ordre public et sécurité.....	9
Histoire des tensions à Kembe.....	9
Situation actuelle.....	10
Femmes.....	11
Acteurs dans les conflits.....	11
Identités, groupes armés et cohésion sociale.....	13
Relations avec les groupes armés.....	13
Réfugiés – déplacés.....	14
Économie locale.....	15
Situation actuelle.....	15
Relance économique légère.....	16
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit.....	17
Femmes.....	18
Acteurs dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix.....	18
Comité des acteurs de paix.....	19
Conseil sous-prefectorale de la Jeunesse (CSPJ).....	20
Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).....	21
Plateforme Religieuse.....	22
Recommandations.....	23
Cohésion sociale.....	23
Soutien aux OSC.....	23
Relance économique.....	24
Formation professionnelle.....	24
Créer de l'emploi.....	24
Soutien aux activités économiques existantes.....	24
Libre circulation.....	24
Sécurité.....	24
Infrastructure.....	25
Services publics.....	25
Prise en charge des victimes des conflits.....	25
Annexes.....	26

ABBREVIATIONS

CLPR – Comités locaux de paix et de réconciliation

CSPJ – Conseil sous-préfectoral de la jeunesse

DDR – Désarmement, Démobilisation et Réintégration

FACA – Forces armées centrafricaines

FSI – Forces de sécurité intérieures

MINUSCA – Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

OFCA – Organisation des femmes centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

ONGI – Organisations non-gouvernementales Internationales

OSC – Organisation de société civile

RDC – République Démocratique du Congo

UPC – Unité pour la paix en Centrafrique

VBG – Violences basées sur le genre

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, COOPI, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis International a mené ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Bakala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie a été appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis International a organisé une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

METHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs sans biais ni inductions. Ce rapport aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnée, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

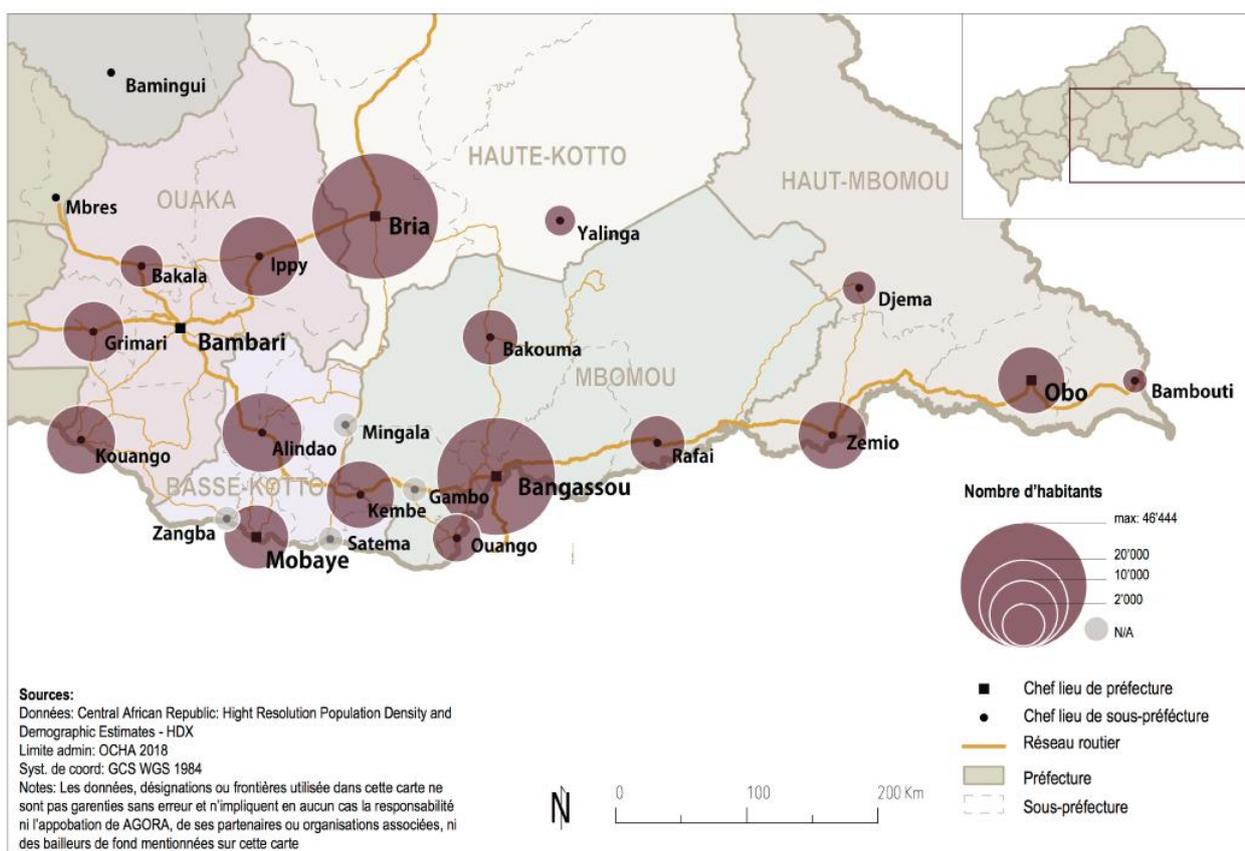
Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres prééminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

KEMBE

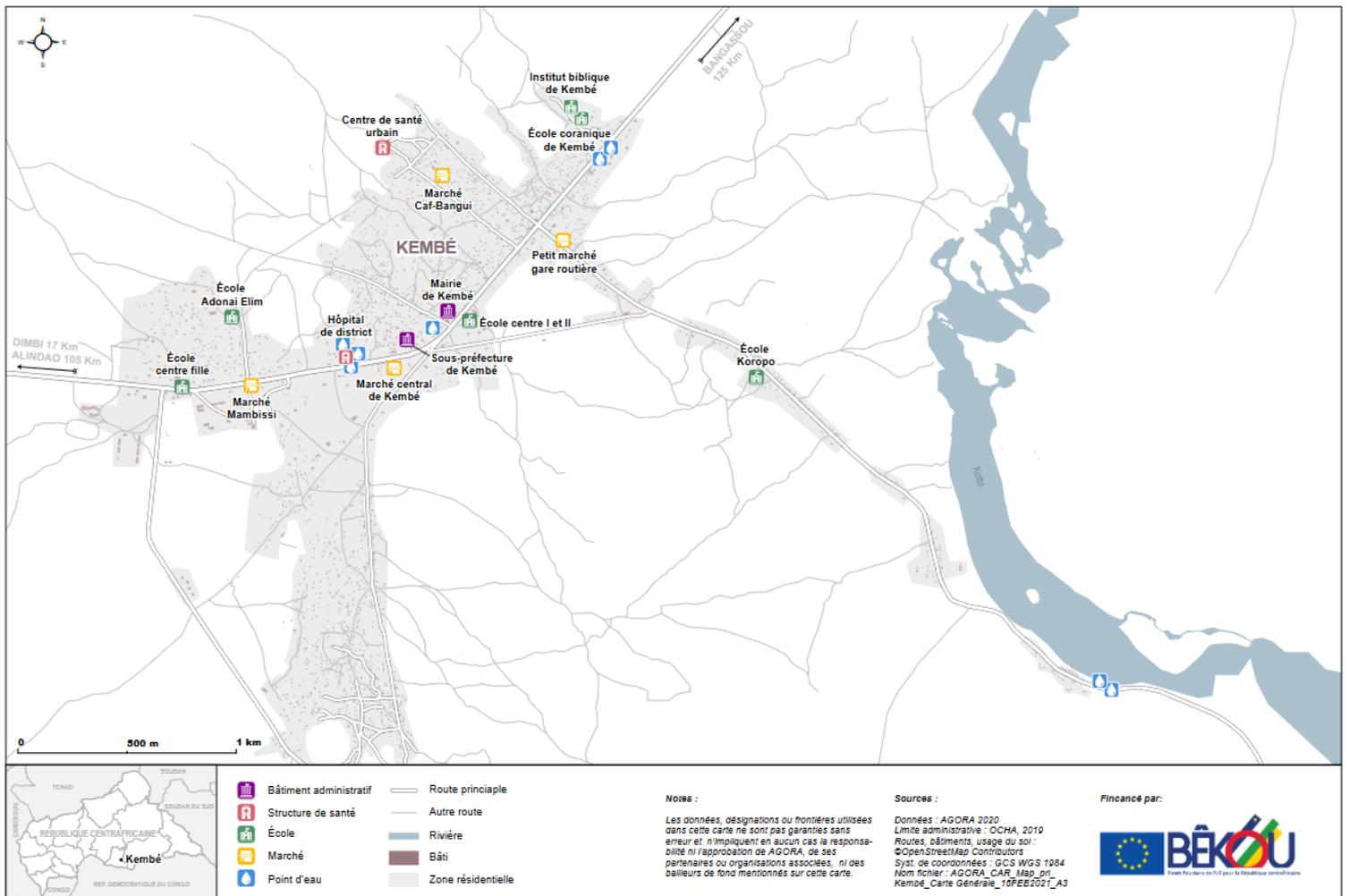
Kembe est le chef-lieu de la sous-préfecture du même nom dans la préfecture de la Basse-Kotto. La localité dispose d'une population de 27 845 habitants, selon un informateur clé, et accueille grande variété de groupes ethniques, y compris les Ngbougou, Langba, Yakoma, Yakpa, Runga, Arabe, Gula, Zandé, Nzakara, Mandja, Kpatéré, Banda, Sara et Kaba.

Kembe est limité à l'Est par la commune de Gambo, à l'Ouest par celle de Bakou, au Nord par la commune Siriki et au Sud par celle de Mboui. La localité est traversée par la route nationale 2 reliant la capitale, Bangassou et elle est délimitée par la rivière Kotto.



Carte d'estimation de la densité démographique du sud de la République centrafricaine (Agora - 2020)²

¹ AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local de Kembe, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/f1312282/AGORA_CAR_PlanRelevementLocal_Kembe_fevrier2021.pdf, p.7, consulté le 8/11/21



Carte du centre-ville de Kembe (Agora – 2021)³

² 'Agora, Carte du centre-ville de Kembe - Diagnostic territorial, 2021, https://www.impact-repository.org/document/impact/bc3a0495/AGORA_CAR_Map_pr_Kembe_Carte-generale_16FEB2021_A3.pdf, consulté le 21/10/21'

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

HISTOIRE DES TENSIONS À KEMBE

Avant la crise, les services publics étaient bien présents à Kembe, accueillant un bureau des ministères de l'élevage, de l'Eau et Forêt et de la Finance, un Agent Spécial pour le contrôle du trésor et une station d'essence Total.

Depuis le début de la crise en 2012, cependant, Kembe a connu une histoire troublante. La coalition Séléka s'est installée en 2013 et a été succédée par l'UPC lors de leur fragmentation. Au départ, le groupe armé commettait des exactions telles que le pillage, les taxes exorbitantes et la maltraitance des jeunes. Cependant, ces souvenirs ne semblent pas tellement lourds pour les répondants.

La crise a pris un mauvais tournant pour la population de Kembe lorsque les Anti-Balaka se sont installés dans la zone, notamment au quartier Zaolo au début de 2016, et des affrontements avec l'UPC s'en sont suivis. Depuis ce moment, ils ont effectué plusieurs attaques sur la ville. Ils n'ont jamais réussi à déloger l'UPC mais leurs atrocités ont marqué les esprits. Selon un leader des Anti-Balaka, ils ont agi en réaction contre les exactions de l'UPC.

À chaque fois, leur attaque était accompagnée de massacres, de pillages et d'enlèvements. Les hommes étaient souvent forcés de rejoindre le groupe armé tandis que les filles étaient mariées de force et dans certains cas traitées comme de la marchandise. En plus des enlèvements, des mutilations ont été rapportées ainsi que des cas où on a forcé des habitants à assister à ou participer dans le meurtre des membres de leur famille. Selon un leader des Anti-Balaka, leurs attaques étaient souvent en représailles des attaques de l'UPC et des atrocités ont été commises par ces derniers également, tels que l'adhésion forcée et des tueries. Suite à la formation des Anti-Balaka, leur comportement envers les communautés chrétiennes s'est durci, faisant l'amalgame entre les autodéfenses et les jeunes chrétiens.

Pendant cette période, un groupe d'auto-défense appelé « Moudjahidines » – composé de jeunes chrétiens et musulmans – s'est formé pour se protéger contre ces abus. Les Anti-Balaka les auraient forcés à se joindre à eux – bien que selon ces derniers, la fusion était volontaire.

Cependant, l'UPC a toujours maintenu le contrôle de la localité. Lors du passage des FACA et leurs alliés plus tôt cette année, ils ont fui vers la périphérie. Ces derniers ont effectué des destructions des lieux utilisés par l'UPC avant de poursuivre leur route. L'UPC est retourné en ville et étaient présents lors du passage de l'équipe de Concordis.

En août 2019, un accord a été signé à Dimbi entre les Anti-Balaka et l'UPC. Bien que cet accord ait bien fonctionné dans d'autres parties de la préfecture, les deux groupes armés ont continué leurs opérations militaires à Kembe jusqu'en décembre 2020. C'est pendant ce mois, suite à des dialogues de réconciliation organisés par la société civile, que les Anti-Balaka ont décidé de déposer les armes.

SITUATION ACTUELLE

Pendant que le groupe armé s'occupe de la sécurité et de la gestion de certains conflits, le reste de la vie publique est géré par la sous-préfète en collaboration avec le maire, soutenus par les chefs de quartier et de groupe. Les Anti-Balaka ne font plus d'opérations militaires depuis fin 2020 mais demeurent armés.

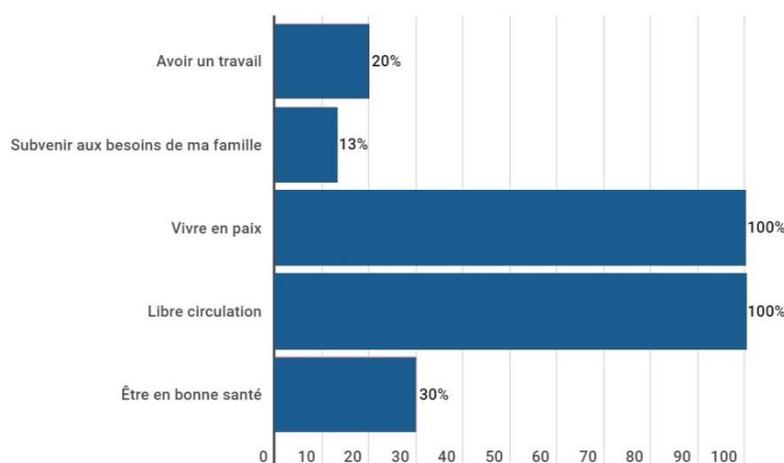
La localité est divisée en plusieurs parties. La partie de la ville est habitée par les communautés musulmanes et chrétiennes, pendant que, la partie ouest, vers la sortie en direction de Dimbi, n'abrite que les ménages chrétiens. Ce dernier soutiendrait les Anti-Balaka.

Les années de crise ont causé de lourdes pertes humaines et matérielles pour la population. Ils continuent à vivre dans la peur et ne peuvent pas circuler comme ils veulent à cause de l'insécurité sur les axes. Les atrocités du passé ont laissé leurs marques. 87% des habitants enquêtés craignent devenir victime d'abus – y compris la quasi-totalité des femmes. Ces mêmes personnes désignent tous les groupes armés comme potentiel perpétrateurs – tous précisant craindre les Anti-Balaka et 77% indiquant l'UPC.

En outre, sur les axes et dans la périphérie, l'insécurité est pire que dans le centre, entravant la libre circulation.

Dans ce cadre, les habitants enquêtés affirment que leur priorité est de vivre en paix. Après huit ans de crise, c'est ce qui leur importe le plus, ensemble avec la libre circulation.

Cette insécurité a aussi des effets économiques, rajoutant une situation de précarité au-delà des difficultés vécues au cours de ces années. Spécifiquement, les répondants mentionnent que l'activité économique a fortement diminué et qu'il y a un manque de denrées sur le marché.



'Qu'est-ce qui est important pour vous dans la vie ?'

Au niveau des services publics, il semble exister une grande variété d'infrastructures à Kembe. Néanmoins, les répondants se plaignent d'un manque de médicaments à l'hôpital et un manque d'enseignants qualifiés pour fournir une bonne éducation à leurs enfants.

Certains évoquent également des difficultés en approvisionnement d'eau potable. En effet, presque la moitié des enquêtés se considère en concurrence d'accès à l'eau avec ses voisins et ils confirment tous que cela a déjà mené à de la violence dans le passé.

En termes d'éducation, les habitants musulmans résidants dans la partie est de la ville se plaignent du manque d'écoles dans leurs environs. Non seulement leurs enfants devraient se déplacer 4 kilomètres pour rejoindre les écoles à l'ouest, cette partie de la ville est dominée, selon eux, par des alliés des Anti-Balaka. Par conséquent, ils n'osent pas envoyer leurs enfants, et ce déjà depuis trois ans.

Un besoin particulier en termes de soutien mental a été formulé par plusieurs répondants. Les atrocités que les habitants ont vécues sont souvent mentionnées et semblent très présentes dans leurs réflexions. Ils

demandent des services psychologiques pour aider les victimes à faire face aux traumatismes et à rester fonctionnelles dans la société.

FEMMES

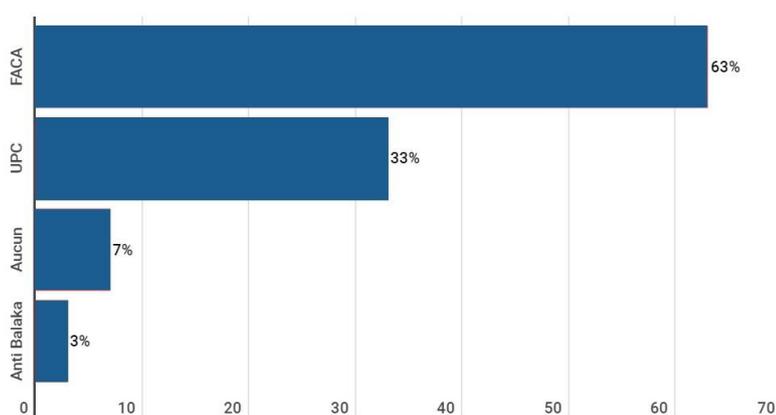
Les années de crise ont pesé plus sur les femmes que sur les hommes. Trois quarts des femmes enquêtées affirment avoir subi des abus, contre seulement 17% des hommes. Au regard de l'histoire de violences basées sur le genre et les enlèvements, elles vivent aussi dans la peur. Presque toutes craignent les VBG – y compris 88% qui ont peur de devenir victime de viol – et 83% craignent l'enlèvement. Ce sont les groupes armés qui inspirent le plus la peur.

Généralement, 88% des femmes sont aussi préoccupées par la position de la femme dans la société. Elles se sentent particulièrement visées dans les conflits et estiment ne pas avoir suffisamment de rôle dans la gestion de la vie publique afin de favoriser le respect de leurs droits. Dans ce cadre, 79% sont aussi soucieuses des mariages forcés, une pratique particulièrement présente dans la zone.

Plus que dans d'autres localités, une prise en charge est demandée pour les femmes victimes de VBG et d'autres atrocités. Certaines femmes auraient été forcées d'assister ou participer au meurtre des membres de leur famille. Des services psychologiques et sanitaires sont nécessaires. En outre, des femmes demandent le respect de leurs droits et une protection particulière dans les conflits armés.

ACTEURS DANS LES CONFLITS

Au regard de la situation sécuritaire difficile, les habitants consultés ont une préférence pour les FACA pour assurer leur sécurité. Cependant, seulement 63% les désignent, ce qui est le vote de confiance le plus faible des localités consultées. Ce chiffre global cache une disparité entre différents groupes. Trois quarts des femmes préfèrent les FACA, contre seulement 17% des hommes dont 50% évoque l'UPC. En 70% des répondants chrétiens nomment les FACA, contre seulement 43% des participants musulmans qui sont plus vite à désigner l'UPC (57%).



'Quel est le meilleur acteur pour assurer votre sécurité ?'

En outre, lorsqu'on demande qui est responsable de l'insécurité, tous désignent les Anti-Balaka et 79% des répondants, y compris les musulmans, évoquent l'UPC. Ceci montre la relation complexe entre les habitants et le groupe armé en place. Ils font partie des causes de l'insécurité mais, dans la situation actuelle, ils constituent également leur meilleure chance pour rester en sécurité. En effet, indépendamment de leurs actions du passé, ce sont eux qui gèrent la sécurité dans la zone actuellement.

Ce groupe armé ne fait pas l'unanimité parmi les répondants. Une partie atteste qu'ils ont été moins cruels que les Anti-Balaka. Certains répondants, surtout issus des communautés musulmanes, évoquent même que, sans eux, leur communauté aurait été détruite. Pour d'autres, leurs exactions sont tout autant inadmissibles.

Généralement, en termes de raisons d'être les répondants croient que leurs revendications de représentation au niveau de l'Etat sont plus importantes que la cupidité. Ils acceptent que leur motivation soit surtout de pouvoir participer à la gouvernance de la zone et du pays et ils sont convaincus que le groupe armé est prêt à collaborer pour un apaisement.

Un leader du groupe armé proclame que ce ne sont que ces griefs qui les ont motivés dans la prise d'armes. Selon lui, ils ont attendu les activités de DDR en vain après les accords de Khartoum³ et le seul chemin vers une paix durable commence toujours par un tel désarmement organisé. Entretemps, ils estiment gouverner la localité, prenant en compte les besoins de toutes les communautés.

La réputation des Anti-Balaka semble moins positive dans la mesure qu'ils sont tenus responsables des exactions comme expliqué ci-haut. Selon l'un de leurs leaders, ils ont pris les armes pour deux raisons : pour défendre les communautés chrétiennes, qu'il voit comme les autochtones, contre les exactions des Séléka et UPC – faisant l'amalgame avec les communautés musulmanes – et parce que l'Etat a échoué dans son rôle de fournir des opportunités aux jeunes pour pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles. Lui aussi opine que la voix vers la paix passe par des activités de réduction de violence communautaire (RVC) et de DDR.

Malgré qu'ils se retrouvent actuellement dans la même coalition, notamment le CPC, et qu'ils aient décidé de ne plus s'attaquer, les différends entre les groupes armés ne semblent pas oubliés.

N'ayant pas de base à proximité en dehors de Pombolo, la MINUSCA est rarement mentionnée par les répondants. Ils font parfois des patrouilles jusqu'à Kembe mais la population ne pense pas à eux comme acteur agissant pour leur sécurité.

³ Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), signé le 6 février 2019 à Bangui par le Gouvernement centrafricain et 14 groupes armés, à la suite de pourparlers menés à Khartoum du 24 janvier au 5 février 2019, sous les auspices de l'Union africaine (UA) et l'appui des Nations unies (ONU) - <https://minusca.unmissions.org/APPR>

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les habitants de Kembe expérimentent leur identité de façon multiforme. Ils mentionnent leur appartenance ethnique, la religion, les accents linguistiques, la nationalité et le métier. L'aspect ethnique est souvent au premier plan (67%). Chez les enquêtés musulmans, la religion et le métier seraient des identifiants plus forts que chez les pairs chrétiens.

Avant la crise, la relation entre les communautés religieuses étaient bonnes au point qu'il y avait régulièrement des mariages interreligieux. Les années d'affrontements ont pesé sur ces relations intercommunautaires. Une bonne partie des habitants musulmans ont quitté la ville et vivent en tant que personnes déplacées à Pombolo. Ceux qui ont choisi de rester se sentent en minorité et défavorisés. Cependant, une rupture totale a été évitée, comme le montre le mélange des communautés de l'ouest de la localité.

Pendant la crise, les échanges tant sociaux qu'économiques ont toutefois diminué.

Depuis le début de cette année, suite à l'arrêt des hostilités entre les groupes armés et aux sensibilisations de la société civile, les répondants remarquent une amélioration de la situation. Particulièrement, il y a une reprise des échanges commerciaux qui mène à un dégel des relations sociales. Ils expliquent que c'est par nécessité économique que les « ennemis d'avant » se voient obligés d'interagir à nouveau.

Cette situation explique au même temps que cette reconnexion est relativement superficielle. Les répondants demandent une véritable réconciliation entre les communautés afin de pouvoir reconstruire des relations en profondeur et continuer avec leurs vies. Certains évoquent également le besoin d'un appui pour faire face aux traumatismes des atrocités vécues.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Comme décrit dans le chapitre précédent, les relations avec les groupes armés sont complexes. Tant ils sont vus comme des sources d'insécurité, tant les répondants attestent dépendre d'eux pour leur sécurité. Et malgré une certaine acceptation des revendications des groupes armés par leur base, ils dénoncent tous les exactions commises.

Les habitants enquêtés sont particulièrement candides par rapport au soutien de leur communauté pour ces groupes. 68% affirme un certain soutien, bien que ce sont surtout les femmes qui l'avouent. Les musulmans sont moins vite à l'affirmer, contre 78% des chrétiens qui confirment.

Les raisons pour rejoindre les groupes armés se révèlent surtout économiques. 86% indiquent le manque d'emploi et 82% citent la pauvreté. Toutefois, 61% opinent que rejoindre les groupes armés est une façon de s'organiser en absence de l'État.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS

Selon les répondants, une partie des habitants, surtout musulmans, a fui pour Pombolo et dans la périphérie lors des attaques des Anti-Balaka, l'UPC étant plus fortement ancré dans cette localité. Depuis le début de cette année ces derniers ont commencé à retourner vers Kembe. Selon les répondants, la majorité serait déjà de retour.

D'autre part, des personnes déplacées venant de Gambo, Pombolo, Dimbi et d'autres localités se trouvent à Kembe en nombres relativement petits. Les répondants affirment avoir de bonnes relations et échanges commerciaux avec eux.

ÉCONOMIE LOCALE

Les effets clés des conflits et de l'insécurité sur la population sont, selon la totalité des habitants consultés, d'abord économiques. Ils ont vu l'activité économique s'effondrer, la production locale se limiter et le commerce freiner, raisons pour lesquelles la pauvreté règne dans la localité et les habitants ont vu leurs opportunités diminuer davantage. Une partie de ces derniers est donc allée à la recherche de stratégies alternatives pour subvenir aux besoins de leur famille.

Parfois par manque d'options, et des fois en combinaison avec les griefs personnels ou communautaires, ils ont rejoint des groupes armés, déstabilisant ainsi davantage le tissu social. Le résultat est un cycle vicieux où le conflit entrave les activités économiques, poussant d'autres à rejoindre les groupes armés, endommageant davantage l'économie locale.

Traditionnellement, les activités les plus importantes à Kembe sont l'agriculture, le commerce, l'élevage de petits ruminants, la chasse et la pêche. L'élevage bovin transhumant, interne comme transfrontalier, s'y pratique aussi. Toutes ces activités sont périodiques selon leur moment saisonnier. Certains habitants s'occupent également de la préparation des fagots, de la pâte de manioc, de pain, du bouilli et, généralement, de la restauration.

Certaines communautés se spécialisent dans des activités spécifiques. Ainsi, les habitants chrétiens s'occupent plus souvent des activités agricoles, le commerce de viande et poisson tandis que, les musulmans se concentrent généralement plus sur le commerce des produits de première nécessité et des produits manufacturés.

Depuis le début du conflit, toutes les activités ont diminué. La présence des groupes armés a entravé la libre circulation dans la périphérie et vers d'autres localités. Cette situation empêche les agriculteurs, pêcheurs et chasseurs de regagner leurs lieux d'activité respectifs et empêche l'échange effectif des biens et personnes pour faciliter le commerce.

SITUATION ACTUELLE

À ce jour, l'insécurité persiste sur plusieurs axes. Les agriculteurs, particulièrement les femmes, ne peuvent donc toujours pas cultiver les champs éloignés de plus que quelques kilomètres du centre par peur de se faire agresser ou de subir des extorsions. Par conséquent, la production agricole demeure faible.

Il en est de même pour les activités des chasseurs et de pêcheurs. Pour ces derniers, il existe également un conflit de longue date qui les empêche de pêcher dans les eaux les plus fructueuses, notamment au niveau des villages Kalanda et Mboutou.

À cela s'ajoutent les taxes imposées, en particulier celles des UPC. Ces derniers se concentrent sur les barrages routiers et les taxes levées comme source de revenus principale. Ainsi, même si les agriculteurs, les pêcheurs et les chasseurs s'éloigneraient plus de la ville, bravant l'insécurité prévalente, la valeur rajoutée de ces activités serait décimée par les taxes imposées.

L'état délabré des infrastructures routières constitue un autre frein sur l'économie locale. Bien que l'axe qui traverse Kembe soit une route nationale, reliant Bangassou à la capitale, son mauvais état prolonge drastiquement la durée des transports des marchandises.

En outre, pour les produits venant de la capitale, les commerçants se plaignent des taxes à la douane au départ, parlant d'une double taxation.

Les résultats sont à la fois des prix élevés et un manque de denrées sur le marché. Par conséquent, comme la production est limitée et le manque de libre circulation persiste, les commerçants externes ne viennent plus à Kembe.

RELANCE ÉCONOMIQUE LÉGÈRE

Néanmoins, les habitants consultés remarquent une amélioration, notamment depuis le début de cette année. La fin des hostilités dans la zone a diminué l'insécurité, bien qu'elle reste toutefois présente. Le marché est désormais ouvert tous les jours et toute la journée et le marché hebdomadaire rassemble les communautés des villages sur les axes.

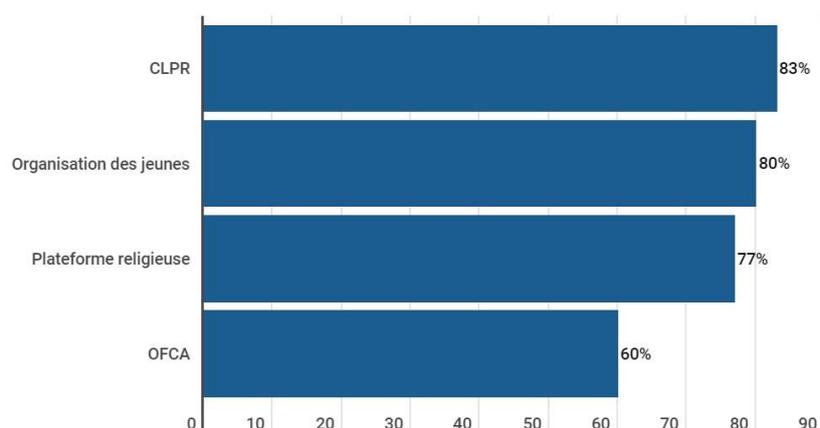
Les répondants rapportent ainsi une augmentation des échanges intercommunautaires. Les 68% des participants vendent à l'autre communauté et 79% achètent de l'autre communauté. Ces échanges se passent au moins une fois par semaine et les enquêtés affirment qu'ils sont importants pour leur subsistance.

INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Selon les répondants, les organisations de la société civile ont joué un rôle important dans l'apaisement de la situation en effectuant des sensibilisations, des médiations et des dialogues. Lorsqu'on demande quelles sont les organisations actives dans la gestion des conflits intercommunautaires, 83% mentionnent le comité des acteurs de paix, 80% le comité sous-préfectoral de la jeunesse, 77% la plateforme religieuse, 60% l'OFCA.

Lors des affrontements et au regard de l'absence de l'état, selon les répondants, ces OSC se sont concertées pour retrouver la cohabitation pacifique et la cohésion sociale dans la localité. Parfois faisant face à des menaces, les membres de ces organisations ont ouvert le dialogue avec les groupes armés afin de demander l'arrêt des exactions sur la population civile. Dans un groupe de discussion, leur impact a été résumé :

*SI AUJOURD'HUI, IL YA UNE LÉGÈRE AMÉLIORATION AU NIVEAU
SÉCURITAIRE, C'EST GRÂCE AUX ACTIONS INLASSABLES DES
ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE KEMBE.*



'Quelles OSC s'occupent de la gestion de conflit à Kembe ?'

Selon deux tiers des répondants, des dialogues intercommunautaires sont actuellement en cours. Dans de telles activités, 63% a confiance en le comité des acteurs de paix pour les représenter.

En cas de conflit interpersonnel, les habitants s'adressent aux chefs de quartier et de groupe. Si le cas le nécessite, ces derniers peuvent le renvoyer au maire ou à la sous-préfète. Les autorités locales ayant été absentes durant la crise, pendant des années le groupe armé contrôlant la ville s'occupait de tels conflits. Depuis leur retour, ils ont repris cette fonction partiellement, le groupe armé s'impliquant toujours, particulièrement quand il s'agit des cas graves. Les répondants affirment s'y adresser et l'expliquent par l'acceptation générale de ces intermédiaires.

FEMMES

Les femmes de Kembe semblent être représentées au sein des OSC de la localité. Et l'OFCA joue son rôle. Généralement, elles sont considérées par les habitants enquêtés comme ayant un rôle sensibilisateur et la moitié trouve qu'elles rapprochent les communautés. Ce message est repris par plusieurs informateurs clés.

Globalement, les répondants semblent contents avec ces rôles, seulement 10% indiquant qu'ils devraient changer. Ceux qui veulent le changement, voudraient voir plus d'implication et leadership pour les femmes dans les processus de paix, de réconciliation et d'approfondissement des relations intercommunautaires.

ACTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS, LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Les organisations de la société civile ont pris un rôle important tout au long de la crise à Kembe. Les répondants ont mentionné le comité des acteurs de paix, le conseil sous-préfectoral de la jeunesse, l'organisation des femmes centrafricaines et la plateforme religieuse – toutes des organisations généralement appréciées par les répondants.

Lorsqu'il s'agit de la gestion de conflit et de la réconciliation, les répondants, tout comme les équipes de Concordis International, constatent un besoin de renforcer les capacités des membres des toutes les organisations actives en la matière.

Comme le malaise économique est fort, une implication dans la relance de l'économie locale est demandée de toutes les organisations. Toutes les informations dans cette sous-section sont en lien avec les réponses des participants

COMITÉ DES ACTEURS DE PAIX

Le comité des acteurs de paix est le successeur du comité de sages qui a fonctionné entre 2013 et 2019. Ce dernier a été mis en place suite à une initiative d'un pasteur, également secrétaire général de la mairie, pour adresser le conflit de pêcheurs évoqué dans le chapitre Economie et a étendu ses activités après. Des sous-bureaux dans les périphériques ont été mise en place à Djikassi, Samia, Bingo, Mbatayindou.

Suite au décès du fondateur du comité des sages, il a été substitué par le comité des acteurs de paix qui a continué les mêmes activités.

BUT	Recherche de la paix et de la stabilité
THÈMES	Paix et cohésion sociale Insécurité dans la localité Place de la femme dans la société Gestion de conflit
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisations sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble Sensibilisations auprès des détenteurs d'armes Médiations et dialogues entre des parties en conflit Faciliter le dialogue entre les parties en conflit Sensibilisation sur le droit des femmes
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Très positives. Le comité a une longue histoire d'intervention en cas de conflit, émanant une autorité dans ces situations. Ils maintiennent de bonnes relations entre les communautés et sont efficace dans la poursuite de la résolution de conflits. Cependant, certains répondants évoquent le manque de représentants musulmans.

CONSEIL SOUS-PREFECTORALE DE LA JEUNESSE (CSPJ)

Créé en 2019, le CSPJ a été mis en place en commun accord avec le comité des sages, avec qui ils mènent parfois des activités conjointes. Ils vont jusqu'à 15 kilomètres sur les axes, ensemble avec une organisation de jeunes musulmans, pour faciliter la libre circulation et ont mis en place des sous-bureaux de la jeunesse sur les axes, y compris à 55 kilomètres de Kembe sur l'axe Limassa.

BUT	Défendre les intérêts de la jeunesse et les représenter sur le plan local
THÈMES	Développement de la sous-préfecture Promotion de la paix La place des femmes dans la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibiliser sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble en concertation avec le comité des sages Faciliter le dialogue entre les parties en conflit Organisation des ateliers de dialogue Sensibilisation sur le droit des femmes
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Très positives. Le CSPJ est connu pour maintenir de bonnes relations entre les communautés, pour travailler loin hors du centre et pour être efficace et inclusifs. Cependant, ils pourraient, selon les répondants, faire plus pour promouvoir la place des jeunes et des femmes dans la société.

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'OFCA semble particulièrement actif dans cette localité. Au-delà des thèmes classiques, ils travaillent sur plusieurs autres comme le VBG et les orphelins. Elle fournit également un appui aux autres organisations de femmes, telles que les associations des femmes traumatisées et des femmes victimes, ainsi que les associations des femmes commerçantes "Gui na titi mo" et "Bata Yindu".

BUT	Représenter les femmes de la localité et défendre leur place et leurs droits dans la société
THÈMES	Émancipation de la femme Appui aux victimes de VBG Mutilation génitale féminine Réconciliation et cohésion sociale Orphelins et enfants soldats
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibiliser sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble Sensibilisation sur le droit des femmes Organisation des ateliers de dialogue Médiation entre parties en conflit Renforcement la capacité des associations féminines à travers des formations et conseils Entraide inter-membre (cas de maladie, de décès) Soutiens psychologiques auprès des victimes des VBG et sensibilisation à la prudence
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Très positives. Elles sont connues pour être efficaces, inclusives et pour maintenir de bonnes relations entre les communautés. Selon un groupe de discussion, elles ont été très actives dans l'apaisement lors des affrontements) travers des sensibilisations. Cependant, on demande une implication augmentée pour améliorer la place des femmes et des jeunes dans la société.

PLATEFORME RELIGIEUSE

Mise ne place en 2016, la plateforme religieuse fait partie du réseau national Plateforme de confessions religieuses en Centrafrique. Ils ont marqué les esprits avec leur action de jeûne pour la paix dans la sous-préfecture. Cette plateforme compte un imam et le secrétaire général du comité islamique parmi ces membres et est donc considérée inclusive en termes de religion.

Il y a aussi mention des femmes religieuses qui organisent, tout comme la plateforme, des veillées de prière et des sensibilisations pour cultiver la paix, le pardon et la tolérance.

BUT	Promouvoir le dialogue entre les communautés fracturées et les initiatives de réconciliation
THÈMES	Relations intercommunautaires
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Organisation de sessions de prière réunissant toutes les communautés Culte publique chaque fin du mois afin de sensibiliser les fidèles à la paix Sensibiliser sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Généralement positives. Grâce à l'inclusion en termes de religion, ils maintiennent de bonnes relations entre les communautés. Leur travail est vu comme effectif. Cependant, le manque de femmes suscite une demande de les inclure à l'avenir. Les répondants voudraient voir également plus de participation des jeunes.

RECOMMANDATIONS

Lorsqu'on demande comment la paix peut être promue à Kembe, 90% des participants pensent aux efforts dans la cohésion sociale, autant de personnes mentionnent la restauration de l'autorité de l'Etat, 83% recommandent de désarmer les groupes armés et 70% évoquent le besoin d'effacer le banditisme sur les axes.

La population de Kembe a souffert d'une crise dure, marquée par des atrocités et qui a déclenché une période de déclin des relations intercommunautaires ainsi que des difficultés pour subvenir aux besoins primaires. Par conséquent, la paix et la stabilité est leur première priorité. Et les habitants consultés ont des idées concrètes qui peuvent le faciliter.

D'abord ils voient le besoin de rétablir les relations intercommunautaires en profondeur. Des années de crise et de présence des groupes armés, accompagnés des discours sectaires, a laissé des traces. Ensuite, il faut miser sur un relèvement économique pour créer des opportunités, en particulier pour les jeunes, et pour augmenter la production locale. Pour y arriver, il est indispensable d'étendre la libre circulation à tous les axes et la périphérie, désarmant les groupes armés et instaurant l'autorité de l'Etat. Finalement, les services publics doivent être améliorés. En plus de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'eau potable, il existe un besoin particulier de s'occuper des victimes des conflits, notamment les personnes traumatisées, les orphelins et les victimes des VBG.

COHÉSION SOCIALE

L'une des demandes plus fortes à Kembe est de travailler sur la cohésion sociale. 90% des enquêtés évoquent le besoin de miser sur les sensibilisations et la réconciliation afin de promouvoir la paix. Pour eux, le plus important est de ramener la paix et le vivre ensemble pour faciliter le développement socio-économique de leur localité. Spécifiquement, les répondants préconisent de :

- Avancer les dialogues intercommunautaires ;
- Former les habitants, et les jeunes en particulier, en gestion non-violente des conflits, en droits de l'homme et droits de la femme ;
- Dialoguer avec les groupes armés pour comprendre leurs besoins afin de diminuer les activités armées ;
- Lutter contre les VBG et l'enlèvement.

SOUTIEN AUX OSC

Pour mettre en place ces activités, les répondants voudraient que l'Etat centrafricain encadre les ONG afin qu'ils soutiennent les OSC locales. Ils préconisent un renforcement de leurs capacités en gestion de conflit, médiation et facilitation de dialogue.

Des locaux pour les associations des femmes et des jeunes pour qu'ils puissent se réunir et des dotations de matériel pour faciliter leur travail sont aussi demandés. Il est également demandé de renforcer.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Le deuxième pilier qui se révèle parmi les recommandations des répondants est la relance économique. Le but final est d'éradiquer le chômage et la pauvreté en offrant des formations professionnelles, créant des emplois, et soutenant les activités économiques actuelles. Pour ces recommandations, aussi, les attentes sont dirigées vers l'Etat et les leurs partenaires humanitaires.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le plus important pour atteindre ce relèvement est d'offrir aux habitants, et surtout la jeunesse, l'opportunité de gagner en expertise et compétence en organisant des formations professionnelles. Les compétences nécessaires citées sont en matière d'agriculture, d'élevage, pour le métier d'aide-soignant, pour la couture, le tricotage, l'hôtellerie, la mécanique, la maçonnerie, la menuiserie et la briqueterie.

CRÉER DE L' EMPLOI

Allant main dans la main avec les formations professionnelles, les répondants préconisent également la création d'emploi. Spécifiquement, on demande le soutien aux activités génératrices de revenus pour la jeunesse pour les lancer sur un élan professionnel.

SOUTIEN AUX ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES EXISTANTES

Pour compléter le soutien aux nouvelles activités et compétences, les répondants demandent un appui aux activités existantes, notamment dans les secteurs de l'agriculture et l'élevage. Ils préconisent un soutien en matériels, tels que les charrues et houx, en consommables, tels que la semence de qualité et en moyens financiers pour élaborer leurs activités. Avec cet appui, les répondants visent à augmenter aussi la production et, ainsi, à combler d'un coup les problèmes de sécurité alimentaire dans la localité.

LIBRE CIRCULATION

Un relèvement économique n'est pas possible sans une libre circulation complète et effective. À ce jour, plusieurs axes restent impraticables dû à l'insécurité et au mauvais état des routes, et les taxes levées ralentissent l'économie locale.

SÉCURITÉ

Afin de rétablir la sécurité, les répondants comptent d'abord sur l'Etat centrafricain et leurs partenaires pour restaurer l'autorité de l'Etat de désarmer les groupes armés.

Restaurer l'autorité de l'Etat

La recommandation la plus citée est le rétablissement des forces de l'ordre. La police et la gendarmerie sont les plus citées mais une bonne partie des répondants, y compris certains proches des Anti-Balaka, préconise également une permanence des FACA dans la zone. Certains répondants précisent qu'il faut que ces forces de l'ordre soient neutres et inclusives.

Désarmer les groupes armés

Plusieurs répondants, y compris des proches des Anti-Balaka et de l'UPC préconisent des activités de désarmement, telles que la réduction des violences communautaires (RVC) le désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) pour éviter une reprise des hostilités à l'avenir et pour offrir un avenir alternatif aux combattants. Pour un informateur clé membre des Anti-Balaka, il est essentiel que ces

activités soient appliquées équitablement dans toute la zone pour éviter de désarmer les uns sans désarmer les autres.

Un effort spécifique a été demandé pour retirer les enfants des groupes armés et les soutenir dans la réintégration.

INFRASTRUCTURE

La deuxième action nécessaire pour assurer la libre circulation consiste de réaménager les routes afin de faciliter le transport plus efficace des personnes et des marchandises.

SERVICES PUBLICS

Les répondants sont soucieux de l'état des services publics à Kembe. Certains mentionnent le manque de matériel logistique et de produits pharmaceutiques dans les structures de santé. Un informateur clé préconise également l'installation de centres de santé dans les villages peuplés et éloignés du centre.

Une autre recommandation souvent répétée est de renforcer le secteur de l'éducation en apportant des matériels logistiques et en affectant des enseignants qualifiés.

Finalement, la construction de points d'eau est demandée. La pénurie en eau potable a déjà causé de la violence dans le passé, selon les enquêtés, et a le potentiel d'en causer à nouveau. En outre, plusieurs répondants affirment devoir parcourir de longues distances pour obtenir l'eau à la source.

PRISE EN CHARGE DES VICTIMES DES CONFLITS

Le conflit semble avoir frappé Kembe particulièrement fort. Des atrocités ont été commises, des personnes ont été enlevées et beaucoup ont été traumatisées.

Un besoin particulier en termes de soutien mental a été formulé par plusieurs répondants. Les atrocités que les habitants ont vécues sont souvent mentionnées et semblent très présentes dans leurs réflexions. Ils demandent des services psychologiques pour aider les victimes à faire face aux traumatismes et à rester fonctionnelles dans la société.

En outre, beaucoup de ménages ont perdu des membres de leurs familles. Un besoin particulier a été exprimé pour prendre en charge les orphelins et les enfants soldats.

Finalement, au regard des violences basées sur le genre commises dans la zone, les répondants demandent une attention particulière pour les victimes.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitatives permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont prises en compte en détail pour le contexte.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposée sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toute consultation en temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - KEMBE